

Courrier du cœur et lutte pour le pouvoir

Où est passée la gauche ? Qui la dirige ? Les difficultés de tous ordres ont provoqué, chez Nicolas Sarkozy, une baisse du niveau sonore, et même un changement de ton inespéré. Du coup, les socialistes redeviennent audibles. Qu'ont-ils à dire ?

Il est trop tôt pour le débat de fond. Les solutions de la droite sarkozienne sont mises en œuvre. Leur réussite ou leur échec ne pourront être appréciés que dans quelques années. Ce que l'opposition ou les oppositions auront à reprocher à la majorité sortante, elles ne le savent pas encore. Leurs programmes dépendront du sort des mesures appliquées d'ici à 2010, de la façon dont elles seront acceptées ou non par les Français, de la conjoncture qui prévaudra dans la période précédant les prochaines élections présidentielle et législatives.

Au siècle dernier, la gauche se définissait par un « projet de société », dont les grandes lignes pouvaient être arrêtées plusieurs années avant les échéances. L'expérience du pouvoir a eu raison de cette ambition démiurgique. Le moment viendra donc où les socialistes feront le tri, dans les réformes menées par la droite, de celles qu'ils conserveront, de celles qu'ils abrogeront et de celles qu'ils corrigeront sans les remettre en question. S'y ajouteront celles que la droite n'aura pas

faites et celles qu'elle aura rendues nécessaires.

Tout cela est encore loin et totalement imprévisible. Le PS débat, certes, de sa compréhension de la nation, du marché, de l'individu, de l'école ou de l'écologie, mais ce qui le préoccupe, en réalité – outre les élections municipales, pour ceux qui sont concernés –, c'est le choix de ses dirigeants. Il est en pleine politique « politicienne », dont il est de bon ton de se détourner avec une mine de dégoût, tout en comptant sur son journal préféré pour n'en rater aucune miette.

Remercions les socialistes, ou certains d'entre

Chronique

Politique Patrick Jarreau

eux, d'assurer le spectacle, en tout cas l'intrigue : l'affrontement inédit entre la candidate du parti à l'élection présidentielle, Ségolène Royal, et son premier secrétaire, François Hollande. Pas tout à fait inédit puisque, en 1995, Lionel Jospin avait été candidat à la candidature contre Henri Emmanuelli, alors premier secrétaire. La situation était comparable à un détail près.

Absolument sans précédent, en effet, est la rivalité pour le leadership du PS – ou pour tout autre

fonction d'importance nationale – entre une femme et un homme qui ont longtemps formé un couple et qui ont créé ensemble une famille. Mais qu'est-ce que cela change, au fond ? Leur conflit politique s'égarait parfois du côté du vaudeville ou du courrier du cœur. Ségolène Royal exploite l'aspect personnel de son différend avec François Hollande pour souligner le caractère atypique et féminin qu'elle revendique pour sa propre démarche. Reste la lutte pour le pouvoir, qui est asexuée.

François Hollande observe qu'à la différence de presque toutes les précédentes l'élection présidentielle n'a pas installé un chef de l'opposition. La place est libre parce que son ex-compagne n'a pas pu s'y imposer dans les semaines qui ont suivi. Le premier secrétaire, qui a annoncé son retrait au congrès de 2008, a pour objectif principal d'empêcher la candidate de prendre alors le contrôle du parti. Il sait que si elle n'y parvient pas, elle-même ou par personne interposée, les chances de Ségolène Royal d'être de nouveau choisie par les socialistes pour la présidentielle de 2012 seront hypothéquées.

Eviter un congrès dominé par une bataille entre Ségolène Royal et Bertrand Delanoë, c'est le slogan de tous les socialistes qui ne veulent pas choisir en 2008. En bon français, cela veut dire barrer la route à Ségolène Royal. Et c'est François Hollande qui dirige la manœuvre. ■